



Cœur de Charente

Plan Climat-Air-Énergie Territorial

**Réponses aux
remarques de l'autorité
environnementale
(MRAE) et de l'Etat**

**PCAET
Cœur de Charente**

PCAET Version approuvée – 20 mars 2025



PCAET Cœur de Charente

Réponses aux remarques de l'autorité environnementale et à la préfecture de Région.

Suite à l'envoi des documents du PCAET à l'autorité environnementale, à la préfecture de région et au conseil régional de Nouvelle Aquitaine, des remarques et recommandations ont été faites.

Ce document contient les réponses de la communauté de communes de Cœur de Charente avec le support du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Pays Ruffecoïse, ayant fait l'objet d'une validation par la commission Urbanisme et Environnement puis par le conseil communautaire du 20 mars 2025.

SOMMAIRE

1	Réponse à l'autorité environnementale (MRAE) et à l'Etat	2
1.1	Réponses aux remarques et recommandations de l'autorité environnementale (MRAE)	2
1.2	Réponse aux remarques et recommandations de l'ETAT	14
1.3	Réponse aux remarques du conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine	18
2	Annexe	19

1 Réponse à l'autorité environnementale (MRAE) et à l'Etat

1.1 Réponses aux remarques et recommandations de l'autorité environnementale (MRAE)

N°	Recommandation MRAE	Réponse Cœur de Charente
1	<p>Remarque - Articulation avec les autres documents de planification et leurs objectifs environnementaux</p> <p>La MRAe recommande de définir plus précisément les freins rencontrés sur le territoire à l'atteinte des objectifs nationaux du PREPA, et d'identifier les leviers mobilisables pour envisager des objectifs plus ambitieux en matière de réduction des émissions de polluants atmosphériques.</p> <p>Les objectifs de réduction d'émissions de polluants fixés par le PCAET s'avèrent quant à eux nettement inférieurs aux ambitions définies par le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) que le dossier rappelle au sein du diagnostic.</p> <p>Les objectifs fixés par le plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques (PREPA) doivent permettre de réduire de 50 % la mortalité prématurée due à la pollution atmosphérique au niveau européen.</p> <p><i>(PREPA : Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques)</i></p>	<p>Les objectifs de réduction d'émissions de polluants sont inférieurs aux ambitions car ils tiennent compte du caractère rural et vulnérable du territoire. En effet, la réduction des émissions de polluants passe par des investissements importants en termes d'équipements des ménages, des entreprises, des collectivités (chauffage performant, véhicules, rénovation des bâtiments, etc...) et aussi par des changements de comportement plus difficiles à mettre en place en milieu rural (besoin de la voiture, mobilité douce, etc...). Elle est aussi liée à des politiques nationales ou européennes peu ambitieuses, notamment en termes de réduction de produits d'origine fossiles dans l'agriculture (engrais, pesticides...) et de transport routier.</p> <p>Freins et leviers</p> <p>Les principaux freins locaux sont le manque de moyens financiers (collectivités, entreprises, particuliers), la culture « voiture » qui est toujours très présente (la « grosse voiture » est aussi un symbole d'ascension sociale), le manque de régulation sur le transport routier international sur la N10 (N10 gratuite par rapport à l'A10), le manque de dessertes ferroviaires (notamment l'abandon de l'arrêt TGV en gare de Ruffec), les politiques agricoles.</p> <p>Concernant les principaux postes de pollution :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chauffage : investissement (remplacement des chauffages bois et fioul par des plus performants au bois), notamment par les ménages et petites entreprises et collectivités. Levier : OPAH sur la commune de Ruffec et PACTE au niveau de la comcom ; intégrer des notions sur la qualité de l'air. La Qualité de l'air est aussi un axe du nouveau contrat local de santé (CLS) en cours de définition. • Transport : <ul style="list-style-type: none"> ○ Impact des poids lourds sur la N10 et difficulté à réguler. La difficulté est de définir des contraintes pour les poids lourds qui traversent uniquement le territoire et n'apportent pas de valeur ajoutée au territoire ou à la région, sans pour autant pénaliser les entreprises régionales qui sont domiciliées le long de la N10 ou qui commercent avec des entreprises régionales (et donc n'ont pas le choix d'utiliser la N10). ○ Évolution vers des modes de transport décarbonés (investissement des entreprises et des particuliers), développement des modes de mobilités douces (investissement, temps de changement des pratiques, et milieu rural), aménagement du territoire (offre de petits logements plutôt à Angoulême, mouvement pendulaire, etc...). Difficulté de maintenir les petits commerces de proximité par rapport aux commerces de chaînes dans les zones commerciales. ○ Infrastructures : développement des bornes de recharges électriques, développement des aires e covoiturages... • Agriculture : grandes cultures et élevage intensif (engraissement), rapport de force entre milieu agricole industriel et l'Etat et l'Europe, lobbying des entreprises de produits phytosanitaires. Le changement vient surtout quand les prix augmentent (ex : prix des

N°	Recommandation MRAE	Réponse Cœur de Charente
		<p>engrais pour pollution à l'ammoniac). Rapport de force entre pression économique des agriculteurs et santé (moyens locaux très faibles).</p> <p>Les statistiques et le coût réel de la mortalité prématurée due aux polluants n'est pas connu à l'échelle du territoire, cela pourrait peut-être permettre une prise de conscience (mais la collectivité n'a pas les moyens de l'étudier). Les polluants ne se voient pas et leurs effets sur la santé ne sont perceptibles que sur du long terme, cela ne facilite pas la prise de conscience.</p>
2	<p>Remarque qualité de l'évaluation environnementale – état initial de l'environnement (Transport)</p> <p>La MRAe recommande de compléter le diagnostic en matière de transport de marchandises et de personnes afin d'optimiser les leviers existants pour réduire la consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre.</p> <p>Alors que le dossier mentionne que 45 % des consommations énergétiques sont liées aux flux de véhicules empruntant la route nationale RN 10, aucune étude sur le transport de marchandises n'est présentée afin d'agir sur le fret et la logistique, en particulier sur les zones d'activités économiques situées le long de la RN 10. De même, les besoins en transports ferroviaires, notamment pour les trajets domicile – travail, et les opportunités offertes par la présence d'une gare à Luxé, ne sont pas évoqués.</p>	<p>A l'échelle du PETR du Pays du Ruffécois, le diagnostic mobilité va être mis à jour en 2025 dans le cadre du Contrat d'Objectif Mobilité avec la région (COM en cours de définition). Des éléments, notamment sur la mobilité pendulaire domicile-travail vont être mis à jour.</p> <p>Effectivement, dans le PCAET, il n'y a pas d'étude spécifique sur le fret local de la N10 qui différencie le trafic lié à l'activité locale, régionale, nationale et internationale. Il n'a pas été possible de réunir de telles données.</p> <p>Agir sur le fret à l'échelle locale est très compliqué, car le trafic est très lié aux contraintes économiques (coût du fret ferroviaire trop élevé par exemple). Le PCAET propose de développer les circuits courts. En effet, une partie du transport est lié aux transports de produits quotidiens comme l'alimentation, etc... Cette action peut aussi développer l'activité économique locale.</p> <p>Politiquement, c'est un sujet difficile : les activités liées au transport (bases logistiques, transporteurs, fabricant de remorques, etc... aussi agriculteurs ou coopératives qui exportent) représentent un nombre d'emplois important, et la présence de la N10 est aussi un élément majeur d'attractivité pour les entreprises.</p> <p>Une réflexion sur la mobilité entre la gare de Luxé et les communes de Mansle et Aigre est à mener à partir de 2025. Dans le PLUi le secteur OAP « pôle gare » a été défini, dans les faits aujourd'hui, il s'équipe autour de la santé.</p>
3	<p>Remarque qualité de l'évaluation environnementale – état initial de l'environnement (Aménagement)</p> <p>La MRAe recommande de compléter le diagnostic territorial en analysant la dynamique de changement d'usage des sols observée lors de la décennie précédente, ainsi que les perspectives de consommation d'espace envisagées dans le PLUi. Ces informations ont vocation à s'assurer de l'atteinte des ambitions de la collectivité en matière de neutralité carbone à l'horizon 2050.</p> <p>Le maintien des espaces naturels, agricoles et forestiers contribue au stockage du carbone. En ce sens, le diagnostic mériterait d'intégrer une étude portant sur le changement d'usage des sols, en tenant compte des « coups partis » en matière de consommation d'espace, au regard notamment des perspectives autorisées par le PLUi.</p>	<p>L'analyse de la consommation d'espace passée est réalisée dans le cadre de l'élaboration du PLUi.</p> <p>La consommation d'espace a été analysée par une comparaison des vues aériennes entre 2007 et 2017, puis avec une actualisation des données entre 2017 et 2021.</p> <p>Les objectifs de réduction d'espaces sont donnés dans l'objectif 11.2 du PADD du PLUi : réduire la consommation d'espace d'au moins 40% pour l'habitat et les activités économiques par rapport à la consommation d'espace observée sur les dix dernières années. Par ailleurs, le PLUi sera mis en compatibilité avec le SRADDET.</p>

N°	Recommandation MRAE	Réponse Cœur de Charente
4	<p>Remarque qualité de l'évaluation environnementale – état initial de l'environnement (GES et séquestration carbone)</p> <p>La MRAe recommande d'actualiser le dossier avec des données récentes, notamment en matière de consommation d'espace, pour évaluer la dynamique d'évolution de la capacité de stockage carbone du territoire, et mesurer ainsi la part de l'objectif déjà réalisé.</p> <p>La stratégie de la communauté de communes Cœur de Charente se base sur l'année de référence 2016, ces données étant issues de différentes études réalisées en 2018 par l'AREC Nouvelle-Aquitaine (consommation d'énergies et gaz à effet de serre), ATMO (polluants), le bureau d'étude Axenne et le PETR du Pays du Ruffécois (production et potentiel d'EnR). Cette année de référence diffère de celles des objectifs nationaux (2012), régionaux (2010) et du PREPA (2005). La MRAe considère que ce biais méthodologique ne permet pas de comparer la stratégie du PCAET Cœur de Charente avec les trajectoires fixées par la SNBC et le SRADDET à horizon 2050, et par le PREPA à horizon 2030. Certaines données mériteraient par ailleurs d'être mises à jour pour disposer d'un état des lieux actualisé. C'est notamment le cas de l'évaluation du potentiel de stockage carbone du territoire qui s'appuie sur des données d'occupation du sol datant de 2012.</p>	<p>L'évolution du stockage carbone n'a pas été mise à jour avec des données plus récentes, il n'est pas prévu de le faire dans l'immédiat, au moins jusqu'au bilan de mi-parcours. L'évolution du stockage carbone n'a pas été mise à jour non plus dans le cadre des travaux du PLUi. Le suivi de la consommation des espaces se met en place dans le cadre du suivi du PLUi et de l'évaluation du SCoT.</p> <p>Dans le cadre du PLUi la consommation d'espace est analysée par une comparaison des vues aériennes entre 2007 et 2017, puis avec une actualisation des données entre 2017 et 2021.</p> <p>Effectivement il serait intéressant d'avoir les mêmes années de référence des données correspondant aux autres programmes, néanmoins cette demande n'est pas réglementaire et les années de référence des différents échelons nationaux et régionaux sont elles-mêmes différentes. Plusieurs PCAET de collectivités voisines ont été observés et de même, les années de références, pour la plupart, sont celles déterminées par les études locales demandées au plus proche des données disponibles. Les données de Cœur de Charente servant de références aux diagnostics initiés en 2018/2019 datent de 2016.</p> <p>Il est aussi à noter que les données de consommation d'énergie fournies par l'AREC ont évolué en 2023/2024 et qu'elles sont ainsi légèrement différentes de celles obtenues en 2018 pour les années servant de référence. Ceci sera intégré dans le suivi des consommations d'énergie.</p> <p>Enfin, certaines données sont issues de données statistiques, notamment sur la pollution de l'air et ne correspondent pas à des mesures locales sur le territoire. Elles ne permettent pas de suivre précisément l'impact des actions de la communauté de commune et de corriger ces dernières.</p> <p>Une étude précise a été effectuée sur un point du territoire en 2010/2011 par ATMO, à notre connaissance il n'y en a pas eu depuis. La collectivité n'a pas les moyens financiers de s'équiper de matériel de mesure de la pollution ni de commanditer des études tous les ans.</p>
5	<p>Concertation, gouvernance, dispositif de suivi et d'évaluation</p> <p>La MRAe recommande de doter dès à présent le programme d'actions d'un tableau de bord intégrant un système d'indicateurs présenté avec des valeurs de référence, les objectifs de résultat à atteindre et la fréquence des suivis à réaliser. Elle recommande de prévoir des mesures correctives en cas d'écart par rapport aux objectifs, notamment lors du bilan intermédiaire (au bout de trois ans) de mise en oeuvre du PCAET.</p> <p>Les bilans de la mise en oeuvre du PCAET sont pilotés par le service urbanisme-environnement de la communauté de communes, qui envisage de se doter d'un tableau de bord par axe stratégique, et par objectif opérationnel, à partir des principaux indicateurs. La MRAe considère que le projet de PCAET devrait d'ores et déjà intégrer ce tableau de bord affecté à chaque axe stratégique.</p>	<p>La communauté de communes n'a pas les moyens aujourd'hui (ressources humaines) de suivre en détail toutes actions ni d'en définir la fréquence. Les indicateurs proposés dans les plans d'action seront travaillés action par action au cours des 3 premières années du PCAET, ils seront dans la mesure du possible commun avec les autres indicateurs des autres plans intercommunaux (PLUi et SCOT notamment), contrats (mobilité, santé, COT TETE...), ou plans des syndicats d'eau.</p> <p>Il s'agit du premier PCAET de la communauté de commune et un des objectifs concernant le suivi des indicateurs et leur choix est qu'ils soient parlants et compréhensibles pour les élus et aussi faciles à obtenir (accès à la donnée et sa fiabilité). Des indicateurs expérimentaux ont aussi été présentés (notamment sur le suivi environnemental de la biodiversité, mais nous ne savons pas encore comment ils peuvent être mis en place).</p> <p>La communauté de commune a signé un contrat d'objectif territorial Territoire Engagé pour la Transition Ecologique (COT TETE) pour 4 ans avec l'ADEME, ce contrat apporte une aide financière sur objectifs. L'objectif pour la communauté de commune est de s'aider des 2</p>

N°	Recommandation MRAE	Réponse Cœur de Charente
	<p>La MRAe relève par ailleurs que les fiches-actions contiennent des indicateurs de suivi, mais ceux-ci ne sont pas assortis d'une fréquence de suivi, d'un état de référence (ou valeur initiale), ni d'un objectif de résultat.</p> <p>Le dossier précise que les indicateurs seront affinés au cours des trois premières années de mise en œuvre du PCAET et intégrés au projet de tableau de bord.</p>	<p>référentiels (Climat-Air-Energie et Économie circulaire) pour suivre les actions du PCAET au travers d'un tableau de bord. Il s'agit d'une démarche nouvelle pour la communauté de commune et elle devrait permettre la structuration du suivi du PCAET. La communauté de communes a un agent référent pour l'animation du PCAET, le responsable du service urbanisme-environnement. Il s'appuiera sur les partenaires de la comcom, par exemple le PETR du Pays du Ruffécois.</p> <p>Il est prévu la construction d'un tableau de bord précisant les valeurs de référence, les objectifs de résultat et les fréquences d'ici le bilan mi-parcours.</p>
6	<p>La MRAe demande de détailler et de chiffrer les objectifs opérationnels poursuivis par chaque fiche action afin de s'assurer de l'adéquation entre l'ambition de la collectivité et le programme d'actions du PCAET. Ces indicateurs chiffrés sont indispensables pour évaluer si les actions engagées permettent d'atteindre les objectifs ciblés et actualiser au besoin le programme d'actions.</p> <p>Concernant le plan d'action, l'objectif opérationnel auquel se réfère chaque action ne fait pas l'objet d'une déclinaison concrète sous forme de mesures opérationnelles. Il ne s'accompagne d'aucun indicateur chiffré permettant d'appréhender les résultats escomptés pour chaque action. Le dossier expose pourtant de manière détaillée la stratégie du PCAET, à travers des scénarios prospectifs de production d'EnR ou en listant des mesures opérationnelles assorties d'une équivalence chiffrée du gain énergétique escompté. La stratégie du PCAET présente par exemple un objectif de rénovation de 2 800 maisons d'ici 2030, ou une perspective de développement des pompes à chaleur et du solaire thermique de + 6 GWh/an. Ces informations mériteraient d'être intégrées au sein des fiches actions pour illustrer le programme opérationnel retenu par la collectivité et confirmer que les objectifs qu'elle a fixés sont atteignables.</p>	<p>La Communauté de communes de Cœur de Charente s'est engagée en 2024 dans un contrat d'objectif avec l'ADEME. Ce contrat a pour objet de concrétiser les actions définies dans le PCAET et de se mesurer par rapport à des référentiels (climat-air-énergie et économie circulaire), elles seront ainsi priorisées et évaluer de façon plus précise.</p> <p>Des indicateurs généraux ont été définis dans les objectifs de la stratégie, par exemple la production et la consommation d'énergie. Ces objectifs traduisent la volonté politique actuelle (ambitieuse pour notre territoire au vu de la situation actuelle). Les calculs n'ont pas été détaillés pour chaque action.</p> <p>De plus, le suivi de certains indicateurs pose question, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Certains indicateurs nécessitent des travaux spécifiques, par exemple la quantité d'énergie électrique produite sur le territoire nécessite une manipulation supplémentaire, car les données d'Enedis attribuent des parcs éoliens complets à une communauté de communes alors que certaines éoliennes sont installées sur la comcom voisine (ex : parc éolien de La Tache). • Le stockage carbone dans les sols ou les cultures n'est pas encore défini précisément par une méthode, on trouve en effet plusieurs calculs possibles avec des écarts importants. <p>Le choix de présentation des fiches action a été fait de telle façon de présenter les indicateurs à évaluer, mais sans en indiquer l'état initial et l'objectif du document de stratégie. C'est une présentation qui pourra être revue lors de l'état des lieux à 3 ans pour certaines fiches action.</p> <p>La communauté de communes de Cœur de Charente a des moyens restreints et il y a une volonté forte des élus à passer à l'action. Ainsi le suivi des indicateurs, chronophage et nécessitant des ressources humaines, n'est pas pour l'instant une priorité.</p>

N°	Recommandation MRAE	Réponse Cœur de Charente
7	<p>Analyse de la prise en compte des enjeux dans le programme d'actions - Consommation énergétique et émissions de gaz à effet de serre (GES)</p> <p>La MRAe recommande de compléter le programme d'actions de mesures opérationnelles, accompagnées d'indicateurs de suivi chiffrés, permettant de justifier de la capacité du PCAET à atteindre les objectifs affichés en matière de rénovation énergétique du parc bâti et de mobilité.</p> <p>Pour parvenir à ses objectifs de réduction des consommations énergétiques et d'émissions de GES, le programme d'actions du PCAET compte principalement agir sur l'efficacité énergétique des bâtiments et sur le secteur des transports.</p> <p>La MRAe note un fort décalage entre la présentation très sommaire des fiches actions et l'approche claire et détaillée illustrant la stratégie du PCAET, qui s'appuie notamment sur des exemples de mesures opérationnelles pour définir les modalités d'atteinte des différents objectifs.</p>	<p>L'objectif sur les indicateurs de consommation d'énergie est d'utiliser les données de l'agence régionale AREC, il sera compliqué de construire des indicateurs plus précis. Il sera difficile d'évaluer l'efficacité précise de telle ou telle action.</p> <p>Concernant plus précisément le suivi des travaux de rénovation énergétique du parc bâti, il ne sera pas possible d'avoir un suivi précis de tous les travaux de rénovation. Des données chiffrées seront remontées du dispositif de l'OPAH de la communauté de communes et du CAUE (France Rénov'). Mais ces données ne concernent que les habitants qui entrent dans un dispositif ou demandent des conseils, des travaux sont aussi faits sans subvention, sans déclaration de travaux, par geste, ou sans artisan.</p>
8	<p>Analyse de la prise en compte des enjeux dans le programme d'actions - Consommation énergétique et émissions de gaz à effet de serre (GES)</p> <p>La MRAe recommande d'intégrer au sein du programme d'actions des mesures d'évitement et de réduction des incidences de la création de voies douces, sous forme d'éco-conditionnalités telles que l'évitement des secteurs présentant des sensibilités écologiques (sites Natura 2000, zones humides, éléments de la trame verte et bleue...).</p> <p>Concernant le développement de mobilités alternatives à l'usage de la voiture, les actions n°14 et 15 du PCAET portent sur la création d'un maillage de voies douces. Elles s'apparentent à des projets d'intention, aucun itinéraire n'étant défini dans le PCAET. Les incidences potentielles du réseau de liaisons douces sur l'environnement ne peuvent ainsi être évaluées en l'absence de précisions quant au tracé envisagé.</p>	<p>Le travail de maillage de la communauté de commune en voies douces est tout juste initié, il n'y a pas encore de plan ou schéma vélo. Plusieurs communes ont commencé l'aménagement de voies douces (ex : liaison entre Puyréaux et Fontclaireau à Mansle les Fontaines). Le département, en concertation avec les communes, travaille sur des itinéraires sécurisés autour des collèges à 10km (en cours sur Cœur de Charente). D'une façon générale, pour des raisons de coûts évidentes, ce travail s'appuie sur des voies existantes (chemins goudronnés notamment) ne créant pas de nouvelles voies. Il peut y avoir néanmoins certains points noirs aménagés au cas par cas dans les bourgs ou les carrefours ou virages dangereux. Le territoire de Cœur de Charente est couvert par de nombreux chemins communaux goudronnés développés pour l'activité agricole, c'est un atout très fort dans le développement des voies douces cyclables, l'enjeu est de sécuriser et identifier les voies les mieux adaptées avant d'en créer de nouvelles. C'est le cas aussi dans les communes qui sont entièrement ou partiellement en zone Natura 2000. C'est un travail qui va se faire petit à petit, aussi en fonction des ressources financières des collectivités.</p>

N°	Recommandation MRAE	Réponse Cœur de Charente												
9	<p>Analyse de la prise en compte des enjeux dans le programme d'actions - Consommation énergétique et émissions de gaz à effet de serre (GES)</p> <p>La MRAe recommande de démontrer l'adéquation, notamment quantitative, des actions envisagées en matière de mobilité avec les objectifs affichés dans la stratégie du PCAET.</p> <p>L'action n°24 consiste à faciliter l'accès à la gare ferroviaire de Luxé, dans l'objectif d'optimiser l'utilisation des transports en commun. Les mesures identifiées dans la fiche pour améliorer la fréquentation de la gare ne sont cependant pas détaillées dans le dossier, ce qui ne permet pas d'évaluer leurs incidences sur l'environnement ni de justifier leur intérêt.</p> <p>Il n'est pas démontré que ces différentes mesures permettent d'atteindre les objectifs définis de réduction des consommations énergétiques, des émissions de GES et de polluants atmosphériques.</p>	<p>En effet, les objectifs de fréquentation de la gare de Luxé n'ont pas été définis. Il pourra en être défini pendant le temps de ce PCAET. Il est très difficile d'estimer un nombre de passagers supplémentaire que va permettre une mesure en particulier. L'objectif est de rendre plus attractif l'accès gare par sa connaissance (fléchage, communication, l'image positive...), par sa multimodalité et les liaisons aux bourgs proches (Mansle et Aigre notamment), la fréquence des trains, etc...</p> <p>Comme souvent pour la mobilité il faut agir en parallèle sur l'offre et la demande, et ne pas négliger l'effet d'entraînement et de mimétisme. Les actions proposées participent à un tout. Si on montre uniquement les économies d'énergie (par simulation) de 30 personnes qui prennent le train au lieu de la voiture sur 60km (A/R) en moyenne, on risque effectivement d'être déçu.</p> <p>Le fait que des personnes se tournent vers le train est aussi facteur de critères indépendants de la communauté de communes, par exemple : le prix des billets, l'adéquation entre l'heure d'arrivée et de début d'activité des usagers, le prix des carburants, la facilité ou non d'accès et transfert sur le lieu d'arrivée, etc...</p> <p>➔ <i>Voir chapitre 2 Annexe, page 19, évolution de la fréquentation des gares à l'échelle du PETR du Pays du Ruffécois entre 2015 et 2023.</i></p> <p>Si on se base sur les objectifs de la stratégie du PCAET : La nouvelle halte de Vars et la gare du Luxé doivent permettre à terme d'économiser 3 GWh/an d'énergie soit environ 1100t.eqCO₂/an. Il s'agit d'une estimation et non pas d'un calcul précis d'un nombre de personnes par commune en calculant les distances de chaque commune aux gares et aux destinations des personnes. Comme ordre de grandeur, ceci correspond à environ 78 000 trajets aller-retour entre Luxé et Angoulême. Ainsi on peut considérer, avec les trajets existants, qu'il faudrait environ un total de 100 000 voyages aux départs des gares de Luxé et de la future halte de Vars à l'horizon 2030 (25 000 voyages au départ de Luxé en 2016).</p> <p><i>Base pour le calcul des émissions de GES :</i></p> <div data-bbox="820 1400 1455 1688"> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Mode de transport</th> <th>Distance (km)</th> <th>Émissions (kg CO₂e)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Voiture thermique</td> <td>36,2</td> <td>7,87</td> </tr> <tr> <td>TER</td> <td>31,6</td> <td>0,88</td> </tr> <tr> <td>Économie (différence)</td> <td></td> <td>6,99</td> </tr> </tbody> </table> </div> <p><i>Source : déplacement entre Luxé et Angoulême.</i> https://agirpourlatransition.ademe.fr/particuliers/bureau/deplacements/calculer-emissions-carbone-trajets</p>	Mode de transport	Distance (km)	Émissions (kg CO ₂ e)	Voiture thermique	36,2	7,87	TER	31,6	0,88	Économie (différence)		6,99
Mode de transport	Distance (km)	Émissions (kg CO ₂ e)												
Voiture thermique	36,2	7,87												
TER	31,6	0,88												
Économie (différence)		6,99												
10	<p>Analyse de la prise en compte des enjeux dans le programme d'actions - Développement des énergies renouvelables</p> <p>La MRAe recommande d'évaluer le potentiel de production d'énergie photovoltaïque offert par les secteurs Npv délimités dans le PLUi afin de les intégrer dans les objectifs du PCAET.</p>	<p>Les élus ne souhaitent pas intégrer ce potentiel dans les objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> En effet, ceci pourrait vouloir signifier que les élus sont d'accord pour que tous ces projets se fassent alors qu'ils n'ont pas été étudiés (impact biodiversité, impact paysager, raccordement, etc...). 												

N°	Recommandation MRAE	Réponse Cœur de Charente
	<p>Le dossier liste et cartographie les projets éoliens et photovoltaïques déjà autorisés en 2022 : les parcs éoliens généreront d'ici 2027 une production de 294 GWh/an, la production des projets photovoltaïques atteignant 65 GWh/an à horizon 2024. Le dossier ne fait pas état de la loi du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, ni des 25 zones Npv dédiées au développement du photovoltaïque dans le PLUi Cœur de Charente. La MRAe précise que celles-ci s'étendent sur plus de 300 hectares, en couvrant des sites déjà artificialisés, non valorisables par l'agriculture (délaissés de la LGV, anciennes carrières...) et des réserves de substitution.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les objectifs de production d'énergie renouvelable traduisent le fait de mettre en priorité la réduction de la consommation d'énergie pour respecter l'objectif territoire à énergie positive (TEPOS). Le PCAET rappelle l'ambition du territoire concernant l'enjeu de réduction de la consommation d'énergie dans un territoire rural ayant peu de moyens. Le fait d'avoir des objectifs de production d'énergies renouvelables en dessous du potentiel rappelle aussi le souhait que les élus souhaitent désormais maîtriser le développement des EnR sur le territoire. • L'installation de nouveaux projets est aussi conditionnée à la capacité de raccordement. Elle suit aujourd'hui une règle du premier arrivé premier servi qui peut aller à l'encontre de la stratégie locale, et le critère de distance du raccordement (plus la distance est grande plus les coûts de raccordement impact la rentabilité financière du projet). Le nouveau poste source de 225kV pouvant accueillir jusqu'à 240MW de puissance sera désormais installé sur le Mellois (79), rendant la distance avec les projets de Cœur de Charente plus importante. Le poste source de Mansle est le plus central, une simulation des raccordements sur celui-ci est expliquée p107 à 109 de la stratégie avec une vision sur le long terme. Il peut être saturé très rapidement en fonction des projets autorisés, et comme la priorité de raccordement n'est pas celle des collectivités (alors que le réseau leur appartient), il est possible que des projets identifiés en Npv ne se fassent pas pour des raisons de coût de raccordement trop élevé. • En prenant un ratio moyen des projets indiqués dans le PLUi sur réserves de substitution et terrains dégradés (0,85 MWc/ha) on peut estimer rapidement la puissance photovoltaïque installée sur ces terrains (323 ha) à 275MW de puissance raccordée. Si on considère les projets éoliens autorisés et les projets agri-voltaïques, la capacité des postes sources locaux est largement dépassée. • Revoir les objectifs mettrait en cause les travaux réalisés avec les différents acteurs du territoire et les élus. L'observatoire des énergies renouvelables cherchera à intégrer aussi les projets en cours et le potentiel sur terrains dégradés. Ces objectifs pourront être revus lors du bilan de mi-parcours ou au 2^{ème} PCAET. <p>La loi d'accélération des énergies renouvelables a été promulguée en 2023, après les travaux concernant la stratégie du PCAET. Les décrets n'étaient pas parus au moment des ateliers de définition des actions, notamment le décret concernant l'agri-voltaïsme est paru en avril 2024 seulement. Certains décrets sont toujours attendus. Aussi, la loi rappelle que ce n'est pas parce qu'un projet est en ZAEnR qu'il est autorisé. La faible proposition de ZAEnR concernant le photovoltaïque au sol et l'éolien traduit notamment les tensions existantes avec les développeurs sur le territoire.</p> <p>Les projets agri-voltaïques n'ont été considérés qu'à petite échelle, car ils n'étaient qu'au stade d'expérimentation lors des travaux du PCAET. Désormais la pression des développeurs est très forte (depuis 2024), et les élus craignent qu'ils ne soient pas décideurs du choix des projets comme pour les projets éoliens.</p>

N°	Recommandation MRAE	Réponse Cœur de Charente
		<p>Une question se pose aussi concernant la consommation de l'espace pour les parcs photovoltaïques, en effet il est possible d'avoir une exemption, mais sous condition. Ainsi, certains projets photovoltaïques pourraient compromettre le développement de certains secteurs constructibles.</p>
11	<p>Analyse de la prise en compte des enjeux dans le programme d'actions - Développement des énergies renouvelables</p> <p>La MRAe recommande de réinterroger les objectifs de production d'énergie renouvelable du PCAET en cohérence avec les projets déjà actés et encadrés dans le PLUi. Elle encourage la collectivité à valoriser le potentiel qu'offre le territoire Cœur de Charente en matière de développement des EnR, avec des objectifs de production plus ambitieux, dans une logique de solidarité avec des territoires plus contraints, et dans une perspective de financement de la mise en oeuvre d'un PCAET cohérent avec les objectifs nationaux et régionaux.</p> <p>La MRAe relève que les objectifs de production d'énergie à horizon 2030 sont en deçà des perspectives offertes par les projets éoliens et photovoltaïques d'ores et déjà autorisés, et ne semblent pas non plus intégrer le potentiel du zonage Npv dédié au développement du photovoltaïque dans le PLUi. Ces objectifs s'avèrent également bien inférieurs au potentiel de développement offert par le territoire. Pourtant le dossier précise que les sites de production d'EnR génèrent des ressources fiscales susceptibles de constituer un levier de financement de la stratégie du PCAET.</p> <p>La MRAe relève que le PCAET ne prévoit aucun objectif de développement de l'énergie géothermique alors qu'elle s'avère adaptée à des projets de réseaux de chaleur tels que celui envisagé par l'hôpital d'Aigre pour l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) (stratégie PCAET p124). L'ambition du PCAET consiste in fine à porter la production d'EnR à 385 GWh/an en 2030, dont 253 GWh/an issus de l'énergie éolienne et 30 GWh/an issus du photovoltaïque. Le graphique de simulation du scénario TEPOS (stratégie page 20) à horizon 2050 intègre un objectif de production d'EnR de 443 GWh/an en 2050, mais le dossier ne précise pas le mix énergétique envisagé à cette échéance.</p>	<p>L'objet de l'observatoire de l'énergie, en cours de construction, est de pouvoir mieux suivre les projets d'énergie renouvelable sur le territoire (projets en production ou à venir). La communauté de commune insiste sur le fait que la priorité est la baisse de la consommation d'énergie. Aujourd'hui les sociétés qui installent des parcs éoliens ou photovoltaïques ne participent pas à la baisse de la consommation d'énergie.</p> <p>La solidarité, aujourd'hui, n'est pas définie de façon réglementaire. Il n'y a pas non plus de sectorisation de la production d'EnR ni à l'échelle régionale ni départementale qui intégrerait cette solidarité. Ainsi le PCAET a été élaboré à l'échelle de la communauté de communes uniquement avec pour objectif d'être Territoire à Energie Positive (TEPOS), sous-entendu que ceci pouvait être un objectif de chaque EPCI. Aujourd'hui, d'une certaine façon le territoire est déjà solidaire sur la production d'énergie électrique, car produisant plus annuellement que la consommation électrique.</p> <p>De plus, le PCAET ne prend pas en compte les autres PCAET de façon précise, et il n'y a pas (à notre connaissance) une compilation des données sur les objectifs des PCAET voisins et régionaux, notamment concernant les projets autorisés. Il y a seulement des remontées d'information sur les productions d'énergie en cours ou les projets installés. Un suivi des installations autorisées est réalisé par le PETR et la comcom, mais à leur échelle et à leurs frontières. La Communauté d'agglomération de Grand Angoulême et de Grand Cognac ne sont pas entrées en relation avec la communauté de commune pour élaborer une logique de solidarité concernant l'énergie dans l'élaboration de leur PCAET.</p> <p>Les objectifs traduisent aussi un souhait des élus par rapport à des tensions locales. Les projets autorisés ne le sont pas par les autorités locales. Aussi le PLUi qui a mis en place des mesures de protection paysagère vis-à-vis de l'éolien est attaqué par des développeurs éoliens. Les objectifs traduisent aussi le fait de mettre en priorité la réduction de la consommation d'énergie. Aujourd'hui il n'y a malheureusement pas de lien entre les nouveaux projets d'EnR et le fait de financer les projets de réduction des consommations. Les sociétés de production d'EnR n'ont effectivement pas d'engagement à avoir sur des projets de réduction de consommation d'énergie ou leur financement.</p> <p>Le développement de l'énergie géothermique n'a pas d'objectif, car à l'heure de la finalisation du PCAET, les contraintes liées à l'aire de captage de Coulomb en Charente Maritime contraignaient fortement cette production d'énergie. Aussi, elle demande des investissements importants et elle ne se prête pas à tous les bâtiments. Elle est bien adaptée pour des bâtiments neufs ou des extensions, ou dans le cas de gros travaux qui nécessitent par exemple une réfection du sol (géothermie + chauffage au sol). C'est un axe de développement possible maintenant suite aux nouvelles dispositions du captage en Charente Maritime, mais cette nouvelle a été apprise dans l'avis de la</p>

N°	Recommandation MRAE	Réponse Cœur de Charente
		<p>MRAE. Le PETR et la comcom savaient qu'une nouvelle étude était en cours, mais ces résultats n'étaient pas connus.</p> <p>Aujourd'hui les installations de géothermie pour les projets de rénovation peuvent être aidées par le contrat de production de chaleur renouvelable (CCRT) du département, à partir de 2024. La géothermie est bien adaptée sur des bâtiments neufs (isolé, chauffage basse température, accès aux forages...). Pour les travaux de rénovation, le choix le plus simple est l'usage de pompe à chaleur air/air ou air/eau. Les investissements sont plus importants pour la géothermie, même avec les aides, et aujourd'hui dans les programmes d'aide de l'état, les pompes à chaleur sont aussi bien valorisées que la géothermie (Fonds Vert, DETR, DSIL...).</p>
12	<p>Analyse de la prise en compte des enjeux dans le programme d'actions - Développement des énergies renouvelables</p> <p>La MRAe recommande d'intégrer au sein d'une action spécifique du PCAET les pistes de réflexion portant sur l'acceptabilité des projets d'EnR et sur les modalités d'association de la population et des différents acteurs du territoire dans le processus de définition et de validation des projets.</p> <p>La MRAe relève avec intérêt que les mesures envisagées dans le cadre du PCAET pour éviter ou réduire l'impact du développement de l'éolien et du photovoltaïque dans les sites Natura 2000 et zones de vallées, ont fait l'objet d'une traduction réglementaire dans le PLUi. Le dossier fait référence au « Guide des bonnes pratiques des projets éoliens » comme document cadre pour le développement de l'éolien en Ruffécois, dont certains éléments sont intégrés dans le PLUi. Ce guide aborde la question de l'acceptabilité des projets de parcs éoliens et photovoltaïques, que le dossier exploite avec pertinence en proposant des pistes de réflexion, qui s'appuient notamment sur les enjeux de paysage et de cadre de vie. Il conviendrait de cartographier ces enjeux, pour identifier les secteurs les plus favorables au développement de l'éolien et du photovoltaïque.</p>	<p>Cette recommandation peut être intégrée dans l'action n°9 du PCAET concernant la maîtrise des énergies du territoire. La fiche action indique déjà l'utilisation du guide des bonnes pratiques des projets éoliens, dans ce guide sont mentionnés des éléments de réflexion favorisant l'acceptabilité des projets en montant le niveau d'exigence souhaité par les élus.</p> <p>Il est à noter qu'en 2019 un programme de 3 réunions d'information-sensibilisation pour les élus avait été mis en place avec le PETR et l'association Cirena et l'IFREE concernant les projets d'énergie renouvelable citoyen et la concertation.</p> <p>Le PLUi de Cœur de Charente retranscrit des enjeux de paysage et du cadre de vie, notamment par la définition d'une zone de protection paysagère. Mais les développeurs de projets éoliens ont mené un recours en justice contre le PLUi. Il y a donc un risque d'avoir de nouveaux recours.</p> <p>Le guide des bonnes pratiques est, depuis son approbation en 2020, très peu utilisé. Les développeurs n'ont pas une réelle volonté de changer leurs pratiques s'ils n'y sont pas contraints. Aujourd'hui les projets sont systématiquement attaqués par les associations, qui s'opposent à tout nouveau projet par principe, et la décision de l'autorisation finale des projets de parcs éoliens est décidée en justice et non localement. On observe aussi que le renouvellement des parcs éoliens suit la même tendance, ils s'étudient sans intégrer les habitants ni le territoire.</p>
13	<p>Prise en compte des enjeux dans le programme d'actions – Séquestration carbone</p> <p>La MRAe recommande de décliner dans le programme d'actions, sous la forme de valeurs-cibles à atteindre, des objectifs chiffrés relatifs à la protection des espaces présentant un intérêt écologique, à la renaturation des sols, à la restauration des milieux aquatiques et au potentiel de séquestration de carbone induit.</p> <p>La communauté de communes Cœur de Charente affiche la volonté d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et de répondre ainsi aux objectifs nationaux. Les leviers actionnés par le PCAET concernent le secteur agricole (évolution des pratiques), la maîtrise de l'artificialisation des sols et le</p>	<p>Le PETR du Pays du Ruffécois a proposé un plan d'action spécifique concernant la trame verte et bleu, de plus le SCOT est en cours d'évaluation en 2025 il sera décidé de le révisé ou non cette année. Lors des travaux du SCOT il pourra être décidé d'approfondir certains objectifs. Ici aussi il faut être prudent afin de définir des indicateurs faciles à suivre. Aussi, la méthode de calcul de séquestration du carbone, si cet indicateur est retenu, devra être clairement définie, car aujourd'hui il y a plusieurs méthodes qui donnent des résultats très différents.</p> <p>Comme précisé dans le PCAET l'objectif chiffré d'augmenter de 57 % la séquestration carbone (soit 93 kt/an) à horizon 2050, correspond à un exercice. Cet objectif n'est pas validé par les élus de la communauté de commune. L'exercice proposé permet de donner un</p>

N°	Recommandation MRAE	Réponse Cœur de Charente
	<p>développement de matériaux biosourcés dans la construction.</p> <p>L'action n°31 préconise la réalisation d'inventaires naturalistes, dans le cadre d'atlas de la biodiversité, pour préciser les données du PLUi et définir des mesures en faveur de la protection, de la gestion et du renforcement des continuités écologiques.</p> <p>Le PCAET reste cependant imprécis quant aux modalités d'atteinte de l'objectif chiffré d'augmenter de 57 % la séquestration carbone (soit 93 kt/an) à horizon 2050.</p>	<p>ordre de grandeur pour atteindre la neutralité carbone en 2050 et notamment les actions liées à l'agriculture. En effet, une partie importante de l'objectif s'appuie sur un changement des pratiques agricoles à l'horizon 2050, et ce changement de pratiques ambitieux n'est pas encore validé par la profession.</p>
14	<p>Prise en compte des enjeux dans le programme d'actions – Lutte contre la vulnérabilité du territoire → EAU</p> <p>La MRAe recommande d'appréhender la problématique des besoins en eau dans le cadre d'une approche globale et concertée, en intégrant les besoins liés à l'agriculture, mais aussi l'approvisionnement en eau potable des habitants et l'alimentation des milieux aquatiques. Elle recommande d'intégrer au sein du PCAET une réflexion prospective permettant de s'assurer de la disponibilité de la ressource en eau, d'un point de vue quantitatif comme qualitatif, en tenant compte des effets du changement climatique.</p> <p>Le diagnostic met en avant la vulnérabilité du territoire au changement climatique, dont les incidences portent notamment sur l'état quantitatif et qualitatif de la ressource en eau. La raréfaction de la ressource constitue le principal risque selon le dossier. Les cours d'eau, dont la Charente, pourront ainsi faire face à des périodes d'étiages plus intenses et plus fréquentes. Ces évolutions sont source de conflits d'usage de l'eau et d'impacts sur l'activité agricole (irrigation, élevage...). Le PCAET ne fait pas la démonstration d'une ressource en eau suffisante pour couvrir les besoins en eau potable du territoire Cœur de Charente. En outre, il ne dispose pas de mesures visant à économiser la ressource, ou à anticiper les éventuels conflits d'usage entre besoins domestiques et besoins agricoles.</p>	<p>La communauté de commune de Cœur de Charente est couverte par 6 syndicats GEMAPI, 4 ont fait un plan pluriannuel de gestion incluant un plan d'action, les 2 autres sont en cours. Les actions sont fonction des moyens financiers du territoire, augmenter les moyens cela revient à augmenter les cotisations et donc les taxes pour les habitants. Les syndicats GEMAPI gèrent maintenant les cours d'eau et les bassins versants. Le PCAET est volontairement en phase avec le SAGE Charente et aussi notamment celles qui concernent la trame verte et bleue. Les plans pluriannuels de gestion ont aussi leurs propres indicateurs. Il est imaginé un travail de coordination à l'échelle de la communauté de communes, en commençant par un premier travail qui consiste à avoir une vision d'ensemble sur la thématique de l'eau. Une sélection d'indicateurs pourra être faite dans un premier temps pour faciliter le suivi de la question de l'eau pour les élus.</p> <p>La difficulté est que les syndicats GEMAPI ne sont pas délimités aux frontières administratives, mais aux frontières de bassins versants. En effet, la gestion des masses d'eau se fait à l'échelle de sous bassin. L'EPTB réalise des bilans annuels de suivi de l'étiage et de l'état du fleuve Charente, il a mené plusieurs études sur le bassin versant de l'Aume-Couture. Les syndicats exerçant la compétence GEMAPI suivent également les autres cours d'eau. Il existe une multitude d'indicateurs de l'eau fonction de ce que l'on veut suivre (qualitatif, quantitatif, masse d'eau superficielle ou souterraine, selon quels usages, etc.).</p>
15	<p>La MRAe recommande d'intégrer au sein du PCAET des mesures de sécurisation de l'accès à la ressource et des mesures favorisant une évolution des pratiques en faveur d'une réduction de la pression sur la ressource en eau.</p> <p>L'action n°35 poursuit un objectif de protection des milieux aquatiques et de préservation de la ressource en eau se traduisant par un état des lieux des travaux conduits sur le territoire par les six syndicats GEMAPI. L'état des lieux des actions relatives à la GEMAPI aurait dû être réalisé dans le cadre du diagnostic du PCAET, pour identifier les leviers d'actions mobilisables, et permettre ainsi de proposer au sein du PCAET des</p>	<p>Dans le cadre de l'élaboration du PLUi, il a été vérifié auprès des syndicats d'adduction d'eau potable (AEP) que la ressource en eau serait suffisante pour couvrir les besoins des nouveaux habitants escomptés en eau potable, mais sans prendre en compte les effets du changement climatique. Le programme Ressources, plan d'action mené par des syndicats d'eau est aussi cité dans le PCAET comme élément majeur des actions concernant la qualité de l'eau.</p> <p>Concernant l'usage agricole, les bilans de prélèvements sont disponibles auprès de Cogest'eau, organisme unique sur notre territoire. Toutefois, cette donnée est disponible par sous-bassin (cours d'eau), mais pas à l'échelle de la CdC.</p>

N°	Recommandation MRAE	Réponse Cœur de Charente
16	<p>mesures plus prescriptives en faveur de la préservation de la ressource en eau.</p> <p>La MRAe recommande de renforcer le volet exploratoire du PCAET en intégrant une action spécifique consistant à piloter une étude sur l'implantation de cultures moins consommatrice d'eau, dans la perspective du changement climatique, pouvant aboutir à éviter la surexploitation de la ressource et le développement de réserves de substitution.</p> <p>L'axe 5 porte sur le secteur agricole dont l'équilibre et le maintien restent d'autant plus fragiles que, selon le dossier, il s'agit du secteur le plus impacté par le changement climatique. La modification de la température et de la pluviométrie auront en effet des impacts sur la quantité, la qualité et la variabilité des productions, exigeant ainsi une adaptation profonde de l'agriculture, voire sa transformation. L'évaluation de l'impact de l'inaction sur l'agriculture identifie en ce sens le PCAET comme un moyen d'agir sur de nouvelles filières et d'engager de nouvelles réflexions.</p> <p>Le dossier précise par ailleurs que l'usage encore important d'intrants sur plus des deux tiers des terres du territoire est générateur d'émissions de GES non négligeables, l'agriculture étant le deuxième secteur émetteur de gaz à effet de serre (environ un tiers) et le premier concernant les polluants atmosphériques (environ la moitié).</p> <p>Le dossier évoque aussi les réserves de substitution, solutions mises en oeuvre sur le territoire pour répondre aux besoins en eau. Ces projets sont décrits comme faisant débat et provoquant des tensions, car ils renvoient à la question de l'appropriation et du partage de l'eau, à celle du modèle agricole, de sa pérennité, mais aussi de celle des nappes et des cours d'eau.</p> <p>Face à ces constats, la MRAe considère que les leviers d'actions mobilisés par la collectivité ne semblent pas à la hauteur des enjeux. L'action n°39 poursuit l'objectif d'accompagner les changements de pratiques agricoles, mais la collectivité n'y affecte aucun moyen humain. L'objectif de la fiche se traduit par des actions de formation sur les pratiques culturales alternatives, des échanges de pratiques et un accompagnement des candidats à l'installation lors de la reprise d'activités.</p>	<p>Il n'y a pas, aujourd'hui, la volonté d'ajouter une action spécifique. La communauté de commune de Cœur de Charente n'a pas la compétence agricole, et ne pourrait pas financer une telle étude. Ce type d'étude serait à mener par les différentes organisations agricoles (Chambre d'agriculture notamment) avec des financements européens. Le PCAET relève cette observation, mais il n'y a pas une solution qui fait consensus ou qui pourrait être acceptée par un consentement commun des différents acteurs du territoire.</p> <p>Des études ont été menées par l'EPTB, le SMABACCAB, la chambre d'agriculture et ont montré l'intérêt de réserves de substitution d'eau, il y a aussi des oppositions locales faisant la promotion de changement de cultures et de solutions fondées sur la nature visant à recharger les nappes d'eau existantes. Des agriculteurs mènent aussi régulièrement des essais de cultures sur de nouvelles variétés de plants avec des semenciers, des expérimentations ont lieu sur de la culture de conservation des sols, des rotations et associations de plantes sont aussi testées, mais il n'y a pas à la connaissance de la communauté de commune des synthèses des résultats de toutes les expérimentations menées sur les exploitations du territoire. Aujourd'hui les élus n'ont ni les éléments suffisants ni la volonté d'adopter une position tranchée à ce sujet. La position de l'état et de l'Europe est aussi changeante à ce sujet. L'enjeu économique des installations agricoles et l'importance des aides de la politique agricole commune (PAC) influencent aussi beaucoup les modèles agricoles locaux, et la communauté de commune n'a pas le pouvoir d'influencer la PAC européenne.</p> <p>L'action n°39 concernant l'accompagnement au changement des pratiques est portée par les organisations agricoles et non pas la communauté de commune.</p>
17	<p>Dans un contexte de dégradation de la qualité de la ressource en eau, la MRAe recommande d'intégrer des mesures d'éco-conditionnalités dans l'accompagnement à l'installation de nouveaux agriculteurs, privilégiant par exemple les projets d'agriculture bio ou raisonnée.</p> <p>Les actions n°40 et 41 consistent à favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs sur le territoire Cœur de</p>	<p>La communauté de communes est consciente des enjeux de l'eau et de l'agriculture, mais, n'a malheureusement pas les moyens ni la compétence aujourd'hui d'imposer un changement des pratiques agricoles. Elle réfléchit néanmoins, via le PETR du Pays du Ruffécois et les syndicats GEMAPI, à offrir des éléments d'éclairage aux élus et apporter un autre regard aux agriculteurs sur le changement climatique en milieu rural, notamment via la plantation de haies.</p> <p>Aujourd'hui, il n'y a pas de volonté politique de favoriser uniquement l'agriculture bio. Ce n'est pas non plus la politique de la chambre d'agriculture qui est pourtant aussi au fait de la situation de l'état écologique des cours d'eau du territoire.</p> <p>Il n'est pas pour l'instant envisagé d'intégrer des mesures d'éco-conditionnalité dans ce premier PCAET. Cela pourrait être à la chambre d'Agriculture d'en mettre sur ses aides à l'installation.</p>

N°	Recommandation MRAE	Réponse Cœur de Charente
	<p>Charente, mais elles ne comportent qu'une mesure de sensibilisation aux pratiques culturales plus respectueuses de l'environnement. La MRAe rappelle que le SAGE Charente évalue l'état écologique des cours d'eau comme moyen à médiocre, voire mauvais pour un cours d'eau. Les principales pollutions sont d'origine agricole avec des émissions polluantes azotées notables. La totalité du territoire de Cœur de Charente est par ailleurs classée zone vulnérable aux nitrates par arrêté préfectoral du 21 décembre 2018, certains secteurs étant classés zones d'actions renforcées (ZAR). L'ensemble du territoire est également inclus dans la zone de vigilance pour les pesticides, mise en place en 2006 par le SDAGE Adour-Garonne.</p> <p>La MRAe note enfin que sur les 330 exploitations identifiées sur le territoire, seules 13 sont recensées en agriculture biologique.</p>	<p>L'action 40 précise : « Cette installation doit s'accompagner d'une sensibilisation aux pratiques plus respectueuses de l'environnement, des possibilités de s'inscrire dans les circuits courts... »</p>

	<p>Synthèse des points principaux de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale</p> <p>La stratégie du PCAET identifie de multiples leviers d'action permettant de définir des objectifs opérationnels chiffrés qui ne sont malheureusement pas systématiquement repris dans le programme d'actions. Les fiches-actions ne reflètent pas la richesse des réflexions engagées dans les autres documents du PCAET et mériteraient d'être précisées au moyen de mesures opérationnelles et d'indicateurs chiffrés, afin de doter le PCAET d'une véritable feuille de route permettant d'évaluer si les actions engagées participent à l'atteinte des objectifs ciblés.</p> <p>Le programme d'actions du PCAET doit notamment être complété de mesures opérationnelles permettant d'atteindre les objectifs de rénovation du parc bâti, d'amélioration de la mobilité, et de stockage de carbone dans les sols.</p> <p>La MRAe invite par ailleurs la collectivité à se saisir de la démarche de PCAET pour créer les conditions favorables à une évolution des pratiques en faveur d'une réduction de la pression sur la ressource en eau.</p>
--	--

1.2 Réponse aux remarques et recommandations de l'ETAT

N°	Recommandation de l'ETAT	Réponse Cœur de Charente
18	Il (Le PCAET) pourra servir de base à la mise à jour du CRTE, en constituant le socle du volet transition écologique de celui-ci. Les orientations définies lors de la COP territoriale constituent un cap à suivre pour la transition écologique du territoire.	
19	Prévoir un indicateur mesurant la part d'IFER collectée par l'EPCI et affectée aux actions du PCAET «Comme le document le souligne à plusieurs reprises, les sites de production d'énergies renouvelables génèrent des ressources fiscales pouvant être allouées spécifiquement aux actions du PCAET. Il serait intéressant de prévoir un indicateur de suivi (indicateur de moyen) mesurant la part des ressources fiscales issues des sites de production allouée effectivement aux actions du PCAET. »	Aujourd'hui il n'y a pas de volonté politique de Cœur de Charente d'afficher les recettes de l'IFER à des dépenses spécifiques du PCAET. Le développement de certains parcs d'énergie renouvelable se fait à l'encontre des avis et du niveau d'exigence souhaité de la communauté de commune et de certaines communes. Peu de développeurs ont une vision du territoire, et ils ne participent pas à répondre aux enjeux des économies d'énergie. De plus, l'IFER, qui remplace une partie de l'ancienne taxe professionnelle (depuis 2010), sert aussi à compenser la diminution des dotations de l'Etat.
20	Prévoir un indicateur permettant de suivre le déploiement des installations de recharges de véhicules électriques sur le territoire le développement de la mobilité électrique est assez peu détaillé dans le document alors qu'il représente un des principaux leviers de réduction de la consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre du secteur des transports : « La mise à disposition de stations de recharge est un des facteurs clés de réussite de la substitution des énergies fossiles pour le transport » (cf Stratégie p.131). À ce titre, il serait utile de mettre en parallèle les objectifs du PCAET avec la stratégie de déploiement de bornes de recharges électriques inscrite dans le Schéma directeur des infrastructures de recharge de véhicules électriques (SDIRVE) élaboré par le SDEG en 2023. Au-delà de l'aspect quantitatif, la répartition spatiale des bornes sur le territoire est déterminante. Aussi, même si la collectivité n'a pas la vocation d'installer des bornes de recharge, un indicateur de suivi de ce déploiement pourrait être prévu, en particulier pour le bilan mi-parcours.	Les applications des différents opérateurs (par exemple Mobive pour le syndicat d'énergie) sont déjà censées donner l'information à leurs usagers et permettent de suivre le déploiement des bornes. Un point plus précis (bornes / puissance / nombre de charges...) pourra être effectué à mi-parcours du PCAET. Il est aussi envisagé de consolider le nombre de charges des usagers des bornes publiques à l'échelle du Pays du Ruffécois afin de suivre l'évolution des usages.
21	Financement - compléter les dispositifs d'aides existants pouvant concourir au financement d'actions du PCAET (Fonds Vert, etc...) ; Enfin, en matière de financement des actions, il serait pertinent d'ajouter quelques dispositifs d'aides qui n'apparaissent pas, et notamment le dispositif Fonds Vert mesures « Mobilités rurales » et « Covoiturage » qui pourrait être mobilisé sur plusieurs actions de l'axe 3.	Tous les dispositifs d'aides seront étudiés et utilisés pour financer les actions du PCAET. Toutes les aides possibles n'ont pas été écrites, mais la recherche des aides fait partie des missions de la collectivité et notamment via le PETR du Pays du Ruffécois. De plus, les aides évoluent régulièrement, certaines aides passent par des appels à projets dont nous ne sommes pas certains de leur reconduction. Lors de l'écriture du PCAET il n'était pas sûr que le Fonds Vert soit pérenne dans le temps et son enveloppe a été plusieurs fois remise en question et il est envisagé de la diminuer en 2025.

N°	Recommandation de l'ETAT	Réponse Cœur de Charente
22	<p>Etendre l'action 38 à la problématique émergente du moustique tigre</p> <p>Si la problématique de l'ambrosie est directement en lien avec les enjeux de qualité de l'air, la problématique du moustique tigre est quant à elle en lien avec plusieurs actions liées à la gestion des eaux (actions 32 – perméabilité des sols, 37 – récupérateurs d'eau de pluie...) et sa nuisance est accrue par le réchauffement climatique. Une extension de l'action 38 au moustique tigre serait ainsi pertinente.</p>	<p>Les élus ont décidé de faire évoluer la fiche action n°38 sur une action plus large sur les espèces invasives. Ceci correspond aussi à des objectifs de l'axe santé environnementale du nouveau CLS (contrat local de santé) pour la période 2025-2030 en cours de validation.</p> <p>L'axe santé environnementale du 3ème CLS porte un objectif de réduction de l'exposition aux invasives à enjeux sur la santé humaine. Les 2 espèces invasives concernées en priorité sont 1 plante, l'ambrosie, et 1 insecte, le moustique tigre. La lutte contre l'ambrosie passe par une sensibilisation, des formations de référents communaux, des identifications et des campagnes d'arrachage. Les actions pour lutter contre le moustique tigre pourraient s'inspirer des actions contre l'ambrosie ainsi que des campagnes d'information auprès des particuliers pour promouvoir de bonnes pratiques.</p>
23	<p>Préciser que la contrainte de déploiement de l'énergie géothermique liée à l'ancien périmètre de protection de captage de Coulonge est levée</p> <p>On peut s'étonner du faible nombre de références à l'énergie géothermique en matière de développement d'énergie renouvelable thermique. Ce type d'énergie pourrait être adapté à des projets de réseaux de chaleur comme l'illustre d'ailleurs le projet sur l'hôpital d'Aigre (cf. Stratégie p.124).</p> <p>Sur ce sujet, il aurait été utile de mettre à jour le paragraphe évoquant le frein au développement de la géothermie (cf Diagnostic 3, p.23) : en effet, le périmètre de protection de captage de Coulonge a été révisé par arrêté inter-préfectoral du 5 avril 2024 et ne contraint plus, en matière de procédure pour les projets de géothermie, aucune commune du département.</p> <p>Dans le même temps, alors que la consommation d'énergie thermique pour les secteurs résidentiel et tertiaire est conséquente (respectivement 158 GWh et 22 GWh), on peut s'étonner d'un objectif de développement des pompes à chaleur (aérothermie et géothermie) et une augmentation du solaire thermique de seulement 6 GWh par an à horizon 2030 (par rapport à 2016 – cf Stratégie p.100), alors que le potentiel de ces énergies est estimé à 92 GWh par an. Un objectif plus ambitieux sur ce type d'énergie thermique permettrait d'améliorer le mix énergétique du territoire.</p>	<p>Voir réponse à la recommandation de la MRAE n°13.</p> <p>La capacité de la géothermie sur Ruffec n'est pas infinie, pour l'instant il n'est pas sûr qu'un autre captage soit possible dans le quartier de l'hôpital, de plus il n'est pas sûr qu'un réseau utilisant 2 énergies renouvelables (pour compléter la géothermie) soit rentable.</p> <p>Pour les pompes à chaleur (PAC) :</p> <p>L'objectif est aussi la maîtrise des consommations, incluant les consommations d'énergie électrique. La mobilité électrique va être développée augmentant les besoins de façon importante, d'où la nécessité de ne pas développer le chauffage électrique ou utilisant l'électricité de façon trop importante.</p> <p>C'est pour cela que la priorité est sur la réduction de la consommation d'énergie et le développement du chauffage bois plus performant. Aussi, cela dépend des aides à l'investissement qui sont incitatives et de leur stabilité (on voit une baisse des installations des PAC en 2024 dû aussi à l'instabilité de la vision sur les aides de l'état (source : émission radio France Inter en novembre 2024). Cette politique a été ajustée en prenant en compte les avis des habitants suite aux différentes réunions publiques.</p> <p>Les pompes à chaleur restent un outil de chauffage très intéressant dans le cas de maisons ou de bâtiments tertiaires bien isolés, ou dans certains cas nécessitant un refroidissement en été (cela peut être le cas de certains bureaux ou bâtiments de santé). C'est pour cela que l'objectif tient compte de l'usage des PAC dans le neuf et sur des rénovations très performantes d'où une quantité d'énergie moindre que si elle était priorisée sur la rénovation.</p>
24	<p>Clarifier l'objectif quantitatif en matière de rénovation thermique des bâtiments tertiaires, publics et privés.</p> <p>Aussi, les objectifs en matière de rénovation énergétique des bâtiments tertiaires mériteraient d'être clarifiés, en distinguant les bâtiments publics et les bâtiments privés, et en déclinant cet objectif à 2030 puis 2050.</p>	<p>Cette préconisation pourra être étudiée à mi-parcours, mais cela demande du temps, ainsi ce ne sera pas la priorité. Les ressources internes seront plutôt utilisées pour conseiller les communes et les entreprises, et les dépenses publiques seront plutôt utilisées à investir dans la rénovation des bâtiments.</p> <p>L'objectif global sur les bâtiments publics, présenté dans la stratégie est une réduction de la consommation globale de 20% à l'horizon 2030 (incluant l'éclairage public et les bâtiments neufs). Ceci</p>

N°	Recommandation de l'ETAT	Réponse Cœur de Charente
		<p>s'explique par la volonté d'exemplarité des communes et de la comcom, mais aussi dans une logique de réduction de la dépense publique. Pour tenir ces objectifs les communes sont conseillées par un chargé de mission Conseiller en énergie partagé (CEP) afin de mieux comprendre leur consommation, prioriser les actions, et viser des rénovations globales performantes des bâtiments.</p> <p>Concernant le tertiaire privé, un objectif de réduction de la consommation d'énergie est donné globalement sur le secteur tertiaire et un pourcentage de nombre de bâtiments concernés par type de bâtiment est donné (p85 de la stratégie). Il s'agit d'un objectif qui est fonction de la santé financière des entreprises, leur capacité à investir et aussi des aides incitatives disponibles et du coût de l'énergie.</p> <p>Les bâtiments de plus de 1000m² doivent s'inscrire dans le cadre du décret tertiaire.</p>
25	<p>Au-delà de l'approbation, l'animation et le suivi sont déterminants pour que la politique locale portée dans le PCAET soit prise en compte dans les décisions de la communauté de communes.</p>	<p>➔ Voir réponse MRAE n°5</p>
26	<p>À ce titre, le bilan à mi-parcours sera, dans trois ans, l'occasion de mettre à jour certains aspects du PCAET qui, dans sa version actuelle, peuvent sembler imprécis (indicateurs, sources de financement, montants, ...). Ce bilan permettra aussi d'ajuster certains objectifs qui pourraient être, dès 2027, atteints voire dépassés. Une vigilance devra être apportée quant à la date des données mobilisées.</p> <p>« Les chiffres de référence utilisés pour la réalisation du diagnostic datent généralement de 2016. Certains sont issus de plusieurs études de 2018 : de l'AREC Nouvelle-Aquitaine (consommation d'énergies et gaz à effet de serre, en lien avec les données Enedis et GrDF), d'ATMO (polluants), du bureau d'étude Axenne et du PETR du Ruffécois (production et potentiel d'énergies renouvelables).</p> <p>On peut regretter que de très nombreuses données n'aient pas été mises à jour. Le document mentionne, par exemple, que « 280 GWh d'énergies renouvelables produites sur le territoire] sont prévus en 2022 » pour un document arrêté en 2024. Bien que le diagnostic ait été approuvé en 2021, il aurait été utile de mettre à jour certaines données facilement accessibles, en particulier pour Actualiser les objectifs chiffrés ou mesurer la part de l'objectif déjà réalisé depuis 2016.</p> <p>L'exercice d'apprécier la part déjà atteinte des 4 objectifs chiffrés attendus par la réglementation permettrait d'orienter préférentiellement les moyens de la collectivité vers les actions du PCAET correspondant aux objectifs les moins avancés. »</p> <p>« Le chiffrage des objectifs opérationnels pourrait être étendu à l'occasion de l'élaboration du bilan à mi-parcours du plan climat »</p>	<p>➔ Voir réponse MRAE n°4</p>

N°	Recommandation de l'ETAT	Réponse Cœur de Charente
	<p>« Concernant les objectifs de production d'énergies renouvelables, ceux-ci semblent plutôt mesurés. S'agissant des objectifs en matière de consommation d'électricité, les chiffres cibles permettent de couvrir très largement la consommation électrique du territoire (147 GWh/an en 2016). Ainsi, l'objectif d'électricité photovoltaïque est de 30 GWh par an en 2030 alors que, d'une part, le diagnostic indique que la production attendue des projets autorisés au sol est de 65 GWh/an et que, d'autre part, le potentiel est estimé à 266 GWh/an.</p> <p>De la même manière, la production électrique attendue des parcs éoliens déjà autorisés est significativement supérieure aux objectifs de production à horizon 2030 (objectif 253 GWh/an ; productible attendu en 2027/2028 de 386 GWh/an) »</p> <p>« Il aurait été utile de rappeler les objectifs quantitatifs du SRADDET déclinés par filière. »</p> <p>Hormis les montants engagés par la collectivité pour le déroulement des actions qui la concernent directement, avec des indications de montants définis sur des intervalles, les budgets des autres financeurs ne sont pas dimensionnés.</p> <p>Si les étapes de mise en oeuvre de chaque action apparaissent, il est difficile d'identifier les actions ou les groupes d'actions qui sont prioritaires ou bien celles qui seront réalisées au plus vite, faute d'éléments de calendrier.</p> <p>Ces précisions pourraient être apportées d'ici l'approbation du plan climat en conseil communautaire, sinon au moment de l'établissement du bilan à mi-parcours.</p> <p>Des outils informatiques comme Prosper, comme la plateforme TETE de l'ADEME, ou comme Trello, ou équivalents, sont bien adaptés au suivi des PCAET et de leurs actions.</p>	<p>➔ Voir réponse MRAE n° 11</p> <p>Effectivement les objectifs du SRADDET de production d'énergie renouvelable par filière ne sont pas rappelés dans la stratégie. La stratégie fait référence (dans le chapitre 5.1.2 à la page 80) à la loi de programmation pluriannuelle (PPE) pour la production d'énergie photovoltaïque et utilise le facteur de multiplication comme illustration (plus parlant qu'un chiffre en valeur absolue).</p> <p>Le COT TETE pour aider à suivre et prioriser les actions les budgéter annuellement.</p> <p>Les actions n'ont pas été chiffrées, car cela demandait un temps supplémentaire. Certaines actions peuvent obtenir des aides au cours du PCAET, mais ces aides peuvent évoluer au cours du temps. De plus, certaines actions peuvent être budgétées certaines années par la CdC si elles sont prioritaires, et cela va dépendre des budgets disponibles de la comcom (qui peuvent aussi dépendre de l'évolution des compétences, de crises, de l'évolution des dotations...). Un indicateur de cout pour la comcom a été indiqué sur les fiches actions. L'objectif du suivi qui sera mis en place dans le contrat d'objectif territorial Territoire engagé pour la transition écologique (COT TETE) est d'aussi d'améliorer la vision budgétaire annuelle du financement des actions.</p> <p>L'idée est d'utiliser la plateforme TETE de l'ADEME pour suivre les actions du PCAET (dans le cadre du COT TETE).</p> <p>Un point de vigilance concernant le temps nécessaire à la recherche de données et de suivi des indicateurs : les élus ont remonté maintes fois le fait de dépenser l'argent public et les ressources humaines locales en priorité sur des actions concrètes plutôt que sur des études et des calculs d'indicateurs.</p>
27	<p>Par ailleurs, eu égard au fait que les PCAET de Cœur de Charente et de Val de Charente ont été élaborés par le PETR du Ruffécois, que ces deux collectivités présentent des enjeux comparables en matière de problématiques Air-Energie-Climat et que le PETR est également porteur de SCoT du Ruffécois, il serait intéressant d'étudier la possibilité que le SCoT du Ruffécois devienne, à terme, SCoT valant PCAET comme le permet la réglementation depuis l'ordonnance du 17 juin 2020.</p>	<p>Ce sujet n'est pas encore d'actualité. Il s'agit du 1^{er} PCAET, il est intéressant que les EPCI s'en emparent, le PETR intervient pour remplir des missions au service des CdC. De plus, dans le cadre du contrat d'objectif territorial avec L'ADEME, des actions vont être déclinées au sein des services de la communauté de communes afin de renforcer l'appropriation du PCAET par les agents et les élus. Enfin la communauté de communes souhaite garder la main sur les actions qu'elle va financer directement.</p>

N°	Recommandation de l'ETAT	Réponse Cœur de Charente
28	<p>Autre remarque – environnement et agriculture :</p> <p>Concernant l'évaluation environnementale stratégique, l'analyse spécifique sur les sites Natura 2000 est à saluer. Toutefois, il aurait été nécessaire d'élargir cette analyse spécifique à tous les types d'aires protégées prévues dans la Stratégie nationale des aires protégées (SNAP).</p> <p>Exemples : Espaces naturels sensibles, mesures compensatoires...).</p>	<p>Les aires protégées sont plus petites que les zones Natura 2000, il y a peu de chances que des projets d'EnR ou de mobilité s'installent sur ces zones. Néanmoins il est important que ces zones soient clairement identifiées par les porteurs de projets.</p> <p>Il n'y a pas non plus eu d'évaluation environnementale sur ces secteurs dans le cadre du PLUi. Par contre les sites N2000, les aires ENS et les parcelles concernées par les mesures compensatoires sont zonées en Ap ou Np.</p>
29	<p>Autre remarque : suivi et gouvernance :</p> <p>Il est prévu de pouvoir inviter à certains comités de pilotage des « acteurs du territoire et partenaires » en lien avec certaines actions ou thématiques. Sans rechercher l'exhaustivité, certains acteurs clés auraient pu être cités, par exemple le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, en tant qu'autorité organisatrice des mobilités, le SDEG, pour son rôle dans le déploiement des mobilités électriques et le relampage, la SNCF, sur les sujets relatifs au ferroviaire, etc.</p>	<p>Des acteurs du territoire sont invités à différentes instances de pilotages des différents programmes ou commissions. On peut noter par exemple que le SDEG, Enedis, les chambres consulaires sont invités au pilotage de la thématique Climat-énergie du PETR du Pays du Ruffécois. LA SNCF peut être invitée dans le cadre du pilotage de la mobilité sur le territoire. Dans le cadre du COT TETE la gouvernance est réinterrogée et elle sera améliorée pendant les 3 premières années du PCAET.</p>
30	<p>Autre remarque : stockage carbone et agriculture :</p> <p>La communauté de communes Cœur de Charente affiche une volonté d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et de respecter les objectifs nationaux visés.</p> <p>Cependant, il sera nécessaire de remettre à jour les chiffres des flux de stockage carbone, issus pour cet exercice des données d'occupation des sols de 2012. Cette mise à jour sera aussi l'occasion de mesurer l'évolution de la capacité de stockage de carbone dans les sols préalablement à la mise en œuvre du PCAET.</p> <p>Cet objectif de neutralité carbone va fortement impliquer le secteur agricole (évolution des pratiques), la maîtrise de l'artificialisation des sols et le développement de matériaux biosourcés dans la construction.</p> <p>En termes d'action sur ce levier d'atténuation du changement climatique, l'essentiel du gain attendu porte sur les pratiques agricoles (cf Stratégie p.151).</p> <p>L'action 39 « Formation, accompagnement des agriculteurs aux pratiques culturales plus respectueuses de l'environnement », qui est ainsi centrale s'agissant du stockage du carbone dans les sols, semble être confiée aux acteurs déjà actifs sur le sujet, mais sans implication de l'EPCI.</p> <p>Dans le cas où le bilan mi-parcours n'indiquerait pas d'amélioration du stockage de carbone dans les sols, une implication plus volontariste de la collectivité sera nécessaire.</p>	<p>➔ Voir réponse MRAE n°13.</p>

1.3 Réponse aux remarques du conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine

Il n'y a pas de remarques du conseil Régional sur le PCAET.

2 Annexe

Mobilité – gare de Luxé

Évolution du trafic en nombre de voyageurs (source : évaluation du SCOT du PETR du Pays du Ruffecois - 2025).

// Évolution de la fréquentation des gares du territoire

Gare	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Ruffec	96835	89498	85212	70610	73937	53148	67510	80719	87227
Luxé	22633	24996	27468	21635	23325	18100	23429	30018	35549

